

AFFAIRE TOUFOUTI

Les familles des sept policiers réclament un procès équitable

Réservées jusque-là quant au déroulement de l'enquête et sur le procès de leurs proches accusés dans l'affaire Kamel Toufouti, décédé en décembre dernier dans les locaux du commissariat central de Constantine, les familles des mis en cause sortent de leur mutisme. Tourmentées et désorientées, elles réclament «un procès juste et un traitement impartial de l'affaire».

Une sortie médiatique qui intervient à un moment crucial de cette affaire, où le procès en appel, interjeté par les familles des accusés près la cour de Constantine est mis en délibéré pour la journée de demain. Ecartant d'emblée l'idée que l'objectif de cette sortie médiatique est d'influencer d'une manière ou d'une autre le verdict, les représentants des familles des sept policiers accusés dans cette affaire disent «vouloir alerter l'opinion publique sur les aspects politico-médiatiques et conjecturels qui ont marqué et l'enquête et le procès». «Tout ce que nous désirons, c'est

un traitement juste et impartial de l'affaire», ont indiqué, mercredi, lors d'une conférence de presse, des membres de la famille Benmohamed s'exprimant au nom des autres familles. «Tout au long de l'enquête, une seule version des faits, celle de la famille de la victime, au malheur de laquelle nous compatissons, a été présentée. L'arrestation de mon frère (l'inspecteur Benmohamed, ndr) et ses collègues n'est intervenue qu'après que les parents et proches de la victime eurent fermé la route et brûlé des pneus. C'est pour vous dire que la contestation et le poids



Les sept fonctionnaires de police sont poursuivis pour négligence et non-observation des mesures réglementaires.

de la rue ont influencé d'une manière ou d'une autre le déroulement de l'enquête», a estimé la sœur de l'accusé. Et celle-ci de s'interroger :

«Comment peut-on récuser les résultats de trois expertises médico-légales concluant toutes à un suicide. Aucun indice n'est venu

jusque-là prouver la culpabilité de nos proches.» Jugés pour «négligence ayant entraîné mort d'homme et violation des procédures», les sept policiers sont incarcérés depuis plus de six mois. «Six mois de garde à vue, c'est assez», lâche péniblement la femme d'un des accusés.

Et la sœur de ce dernier de poursuivre : «S'il y a vraiment négligence dans cette affaire, elle incomberait aussi aux responsables de la DGSN, qui n'ont pas veillé depuis 1975, date de la promulgation du décret instituant la création de cellules de sûreté ou de dégrisement au sein des commissariats, à l'installation de ces cellules. Ils ont attendu jusqu'à ce qu'il y ait mort d'homme et arrestation de "policiers victimes" pour les créer.» Et de conclure : «Nous aussi, nous sommes des victimes.»

Farid Benzaid

SIDI

BEL ABBÈS

Une étudiante enlevée et filmée avec un portable

Deux jeunes hommes, âgés chacun de 25 ans, résidant à Tenira (Sidi Bel Abbès), ont été, au cours de la semaine dernière, arrêtés par la gendarmerie de Sidi Bel Abbès après qu'une étudiante en droit, âgée de 21 ans, les eut accusés de l'avoir enlevée, déshabillée et filmée dans des positions portant atteinte à son honneur. Selon la victime, l'un des accusés, un licencié en sciences économiques, l'avait, le 16 mai dernier, à la sortie de la faculté, invitée à monter en sa compagnie à bord d'un véhicule, une Peugeot 406. Le conducteur l'avait, selon elle, conduite dans la localité de Tenira, avant de rejoindre une maison abandonnée.

Le couple fut rejoint par un complice à visage masqué. Déshabillée, elle a été filmée avec un portable par l'un des accusés qui, d'après elle, s'est vengé d'elle car son père a refusé de lui accorder sa main. Par la suite, elle a été déposée en ville. La victime mettra plusieurs jours à se présenter à la gendarmerie pour déposer plainte.

A. M.

MASCARA

Foyer de contestation à Aïn Fekan

Des citoyens de la commune d'Aïn Fekan, à quelques kilomètres de Mascara, sont montés au créneau dans la journée de mercredi pour protester contre leurs conditions de vie. Ils considèrent qu'ils ont trop attendu pour être relogés. Ils occupent des habitations précaires situées dans un quartier de la localité qui date de l'époque coloniale. L'accès à celle-ci a été fermé alors que des pneus ont été brûlés mais aucun incident majeur n'a été enregistré. Ce sont, semble-t-il, vingt familles qui sont dans cette situation et la décision de les reloger progressivement leur aurait déplu.

M. Meddeber

RAPT DE TOURISTES ÉTRANGERS DE 2003

L'affaire du bras droit de Abderrezak El Para reportée

L'affaire de Djermane Kamel, bras droit de Abderrezak El Para, impliqué dans l'enlèvement de touristes étrangers en 2003, a été ajournée jeudi par le tribunal criminel de la cour d'Alger à la prochaine session criminelle.

Le rapt de quinze touristes étrangers, dont dix de nationalité allemande, est survenu en février 2003 dans le Sahara algérien, près des frontières avec le Mali.

Le président du tribunal criminel, Halali Taib, a décidé ce renvoi en raison de l'absence de l'avocat de l'accusé, à savoir M^e Khanouf Hadria. La défense de Djermane Kamel avait révélé auparavant à la presse qu'elle exigeait la présence de Abderrezak El Para au procès pour être entendu en tant que témoin dans cette affaire. Dans ce

contexte, le ministre de la Justice, garde des Sceaux, avait déclaré que Saïfi Amar, dit Abderrezak El Para, se trouvait «en détention» en vertu des dispositions de l'ordonnance présidentielle relative à la levée de l'état d'urgence, ajoutant que son affaire était désormais entre «les mains de la justice».

Le 23 mai 2009, le tribunal criminel avait déjà condamné à la perpétuité par contumace, dans la même affaire, les accusés Gouaz Lakhdar, Allouane Imad Abdelouahab Ahmed (Yéménite) et

Sahraoui Nabil, alors que l'affaire de l'accusé Djermane Kamel avait été renvoyée. Selon l'arrêt de renvoi, les services de sécurité libyens ont livré en date du 14 juillet 2007 aux services de sécurité algériens le terroriste Djermane Kamel, alias Billal dit Abou Abdeldjalil, qui avait été remis aux services de sécurité libyens par le Mouvement tchadien pour la démocratie et la justice.

L'accusé Djermane Kamel avait reconnu, au cours de l'enquête préliminaire et de l'instruction judiciaire, avoir participé à plusieurs opérations terroristes (actes de sabotage et assassinats) depuis son adhésion, en 1993, au GSPC (Groupe salafiste pour la prédication et le combat) et effectué de

nombreux déplacements entre les phalanges et les groupes de l'organisation terroriste. Le prévenu avait également reconnu que le groupe de Abderrezak El Para, dont il faisait partie, a dressé une embuscade dans la région d'Illizi aux propriétaires de sociétés implantées au Sahara, au cours de laquelle les terroristes ont enlevé plusieurs ressortissants étrangers et se sont emparés d'appareils GPS et de sommes d'argent en monnaie européenne (euro). Il avait par ailleurs, reconnu qu'après les négociations par radio entre El Para et le wali de Gao (Mali), 14 otages ont été libérés moyennant une rançon de 5 millions d'euros qu'El Para a utilisée pour l'achat d'armes.

ANNABA

Forum des femmes chefs d'entreprise

La création d'un guichet unique dans chaque wilaya du pays et la délégation de signature aux responsables des structures décentralisées de l'ANDI (Agence nationale de développement de l'investissement) constituent les deux principales décisions prises dernièrement par les pouvoirs publics et qui ont été annoncées par Abdelkrim Mansouri, directeur général de cette institution, lors de la tenue, ce week-end, à Annaba, du Forum des femmes chefs d'entreprise.

La délégation de signature permettra aux responsables locaux de l'ANDI d'établir et de signer l'acte de naissance, le registre du commerce et la carte fiscale de tout dépôt de demande de création d'entreprise, dans un délai n'excédant pas les 48 heures, a affirmé le DG de l'ANDI. Ces mêmes guichets auront également la charge, conformément aux nouvelles règles établies par le gouvernement, d'entreprendre des démarches auprès des banques pour libérer les crédits et enlever toute hypothèque visant un quelconque patrimoine familial. Ils auront aussi pour tâche d'établir chaque mois une évaluation de la concrétisation réelle des décisions du gouvernement pour rendre l'acte d'entreprendre moins contraignant, dans le but de booster l'économie du pays. Même si quelques réticences se sont fait entendre dans la salle quant à la concrétisation effective de l'ensemble de ces nouvelles mesures gouvernementales, du fait des anciennes pratiques bureaucratiques freinant toute démarche pour la création d'entreprises, une majorité relative

des présents a laissé apparaître une certaine confiance dans la concrétisation de ces mesures.

Pour ce faire, les idées ne manquaient pas, surtout à travers les communications présentées dont une bonne partie par des femmes universitaires, d'anciennes responsables dans le domaine de l'économie et des finances ou tout simplement de jeunes entrepreneurs,

dont la compétence n'a rien à envier à celle de leurs homologues masculins. «Genèse de la femme entrepreneur, de l'idée à la concrétisation», «l'encouragement de l'entrepreneuriat au féminin et les perspectives», «création d'entreprises féminines, questions clés», ou encore «l'encouragement à l'investissement et bourse de partenariat», des communications suivies assidûment par l'assistance.

Dans le hall de la salle de conférences, une quinzaine de stands, dont celui représentant le rassemblement de la diaspora économique algérienne en France, exposait ses travaux ou ses services. A l'ouverture du forum, le wali d'Annaba, Mohamed Ghazi, s'est

déclaré disposé à apporter toute l'aide voulue aux initiatives allant dans le sens de la création d'entreprises dans cette importante wilaya de l'extrême est du pays sans distinction de sexe. Il estimera plutôt qu'«à diplôme égal et à même compétence, la femme est la plus apte et la mieux indiquée pour occuper une fonction».

Cette disposition et ces facilités du chef de l'exécutif d'Annaba ont incité le directeur général de l'Agence nationale de développement de l'investissement, M. Mansouri, à décider de transformer le forum en un rendez-vous annuel et que Annaba, quatrième ville du pays, aura l'honneur d'accueillir.

A. Bouacha

LUTTE CONTRE LE TABAGISME

Une journée de sensibilisation organisée à Alger

Une journée d'information et de sensibilisation sur les méfaits du tabagisme s'est tenue ce jeudi, sur la place de la Grande-Poste, à Alger. Organisée par la Sûreté de wilaya d'Alger, cette initiative a vu la participation des cellules d'écoute et de prévention des Sûretés de daïra, des Scouts musulmans algériens et des associations.

Plusieurs tentes ont été érigées pour exposer des affiches et photos montrant les méfaits du tabac et de la drogue sur la santé. Des dépliants et autocollants ont été également distribués. «Cette journée vient pour sensibiliser et expliquer aux jeunes, aux enfants ainsi qu'à leurs parents les effets néfastes du tabagisme sur la santé physique, psychique et la vie sociale du

consommateur», explique Samir Khaoua, commissaire principal chargé de la communication à la Sûreté de wilaya d'Alger. Ce dernier fait remarquer que l'usage de la cigarette prend de l'ampleur parmi les jeunes dans les écoles, collèges, lycées et centres de formation professionnelle. Pour lui, le tabagisme est un fléau qu'il faut prendre au sérieux car, dit-il, «la cigarette est le premier pas vers la drogue, notamment avec le cannabis, la drogue la plus consommée en Algérie». Soulignant l'importance des campagnes de sensibilisation pour prévenir ce mal, le chargé de la communication à la Sûreté de wilaya d'Alger rappelle que cette initiative s'inscrit dans le cadre d'une action pilote mise en place par la Direction générale de la sûreté nationale pour lutter contre le tabagisme en milieu scolaire.

Rym Nasri